

Un régime national d'assurance-médicaments concerne tous les Canadiens 6 juin 2017

La coordonnatrice PAE de la section locale 2002 d'Unifor, Rita Reid, et les représentants aux avantages sociaux, Michelle Lapierre (services clientèle et avions Jazz) et Tom Troughton (maintenance Jazz), ont participé à la conférence Une prescription pour l'équité de la Coalition canadienne de la santé à Ottawa, les 10 et 11 avril 2017. La conférence a réuni des militants de partout au pays pour « discuter de la façon dont nous pouvons réduire le coût des médicaments, accroître la sécurité des médicaments, assurer un accès équitable pour tous d'un bout à l'autre du pays et tirer des leçons des pays qui ont déjà mis en œuvre un [régime national d'assurance-médicaments] ». Des pays comme la France, l'Allemagne, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède ont tous réussi à mettre en œuvre un régime unifié.

Le programme national d'assurance-médicaments proposé remplacerait notre système actuel disparate d'ordonnances de médicaments où plusieurs méthodes de paiements des secteurs public et privé, y compris des paiements d'individus, sont la norme. Le régime d'assurance en place dépend de plusieurs variables, comme l'endroit où une personne habite au Canada, son âge ou son statut d'emploi. Des millions de Canadiennes et Canadiens sont laissés pour compte et n'ont pas accès aux médicaments sur ordonnance dont ils ont besoin, un accès qui devrait faire partie des droits fondamentaux.

On estime qu'un Canadien sur dix n'a pas les moyens de se procurer les médicaments qui lui sont prescrits et se retrouve malade, ce qui aboutit à des consultations d'urgence et à une hospitalisation qui pourraient être évitées. À l'hôpital, un patient n'a pas à payer de sa poche, il reçoit des soins et des médicaments sur ordonnance payés par les impôts. Les maladies et le coût élevé d'une hospitalisation peuvent être évités avec l'accès à un régime national d'assurance-médicaments, ce qui laisserait les lits d'hôpitaux disponibles pour ceux qui en ont le plus besoin.

Le régime national d'assurance-médicaments proposé serait géré par le gouvernement fédéral, à l'image du modèle de la Société canadienne du sang qui fonctionne bien. Ce qui permettrait au public d'avoir accès à plusieurs choses, dont une couverture égale, peu importe le lieu d'habitation ou la situation financière, et cela diminuerait ultimement les maladies évitables.

Disposer d'une agence nationale de médicaments améliorerait la sécurité des médicaments grâce à des études médicales et des résultats de recherche impartiaux – qui sont à l'heure actuelle protégés et censurés; cela fournirait des informations exactes et objectives aux médecins; permettrait de mener des analyses indépendantes et procurerait de nouveaux médicaments, ainsi qu'une base de données nationale afin de suivre les réactions défavorables.

Plusieurs médicaments promus par les entreprises pharmaceutiques ayant offert des incitatifs aux médecins ont été jugés nocifs ou inefficaces. L'OxyContin, un opiacé, est vraisemblablement le plus connu; ce médicament est incroyablement addictif, il mène à des overdoses et, dans certains cas, il peut provoquer la mort. Ce narcotique a financé le Canadian Medical Association Journal et les entreprises pharmaceutiques en ont fait une grande promotion pour obtenir des profits.





Disposer d'un seul système serait rentable pour tous. Un régime national de médicaments permettrait d'épargner des frais administratifs et procurerait un pouvoir d'achat optimal. En vertu du système actuel, les entreprises pharmaceutiques peuvent gonfler les prix au point où peu de personnes ont les moyens de payer les médicaments. Les prix négociés à une échelle nationale permettraient à notre population de 36 millions de personnes d'épargner jusqu'à **11 milliards de dollars**. En négociant les prix à la baisse, les primes d'assurance baissent aussi.

Les Canadiens qui ont la chance d'avoir un assureur qui couvre certains ou la totalité des coûts savent que les primes d'assurance ne cessent de grimper. Bien souvent, ceux qui paient pour leur propre assurance font tout ce qu'ils peuvent pour maintenir les primes à la baisse, y compris en demandant des ordonnances de médicaments aux trois mois pour alléger les frais d'ordonnance ou en choisissant des médicaments génériques lorsque possible. Mais pour ceux qui n'ont pas d'assurance, un régime national d'assurance-médicaments pourrait être le seul moyen à leur disposition afin de prévenir des maladies.

C'est pourquoi le régime a reçu autant d'appui de la part d'universitaires, d'économistes en santé, d'organisations comme l'Association médicale canadienne, la Fédération canadienne des infirmières et infirmiers, les Médecins canadiens pour le régime public, le Conseil des Canadiens et le Congrès du travail du Canada (CTC).

L'objectif numéro un du lobbying du CTC auprès du gouvernement fédéral est d'instaurer un régime national d'assurance-médicaments. Toutefois, ce projet ne pourra se concrétiser sans appui. Nous vous encourageons tous à signer la pétition en ligne pour un régime national universel pancanadien d'assurance-médicaments sur le site Web du Parlement du Canada (lien ci-dessous) ou rendez-vous sur le site petitions.parl.gc.ca et saisissez le code E-959 dans la barre de recherche.

En toute solidarité,

[Michelle Lapierre](#) (services clientèle et avions Jazz)
888-226-8885 poste 289

[Tom Troughton](#) (maintenance Jazz)
778-828-1681

Vous voulez en connaître davantage? Cliquez sur les liens suivants menant à la pétition, à des études et à ce que vous pouvez faire pour aider.

PÉTITION AU GOUVERNEMENT DU CANADA E-959 (SERVICES DE SANTÉ) (prend fin le 13 juillet 2017)

- [Déclaration d'Unifor sur un régime national d'assurance-médicaments](#)
- [Coalition canadienne de la santé](#)
- [Conférence Une prescription pour l'équité de la Coalition canadienne de la santé](#)
- [Ressources de la Coalition canadienne de la santé pour les médias sociaux](#)
- [Mémoire du CTC au Comité permanent sur la santé \(en anglais seulement.\)](#)
- Article du Globe and Mail publié en février 2017 : [With universal drug coverage, Canadians could save billions: study \(en anglais seulement.\)](#)

